COMPTE RENDU DE LA REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL du 29 mai 2020

Présents : Patrice ESPINASSE, Gérard PEREZ, Franck BLANC, Marie Ange FOLLIOU, Françoise SAPIN, Chantal PALLANCHE, Romain CHABRE, Delphine AGRAPART, Olivier DUFOUR, Jean-Sébastien COHAS, William GEORGES

Secrétaire de séance : Romain CHABRE

Convocation du 25 mai 2020

➤ **Approbation du compte rendu du conseil municipal précédent**

Le compte rendu de la réunion du 23 mai 2020 a été transmis à l'ensemble du conseil municipal. Il est approuvé à l'unanimité.

➤ **Désignation des délégués de la commune et composition des commissions communales**

Commission Communale des Impôts Directs (CCID)

M. le Maire informe le conseil municipal que, suite au renouvellement du conseil municipal, et conformément à l'article 1650 du code général des impôts (CGI), une Commission Communale des Impôts Directs (CCID) doit être instituée dans chaque commune. Cette commission est composée du maire ou d'un adjoint délégué, président de la commission, de 6 commissaires titulaires et 6 commissaires suppléants (pour les communes inférieures à 2 000 habitants).

La durée du mandat des membres de la commission est la même que celle du mandat du conseil municipal. Cette commission tient une place centrale dans la fiscalité directe locale : elle a notamment pour rôle majeur de donner chaque année son avis sur les modifications d'évaluation ou nouvelles évaluations des locaux d'habitation recensés par l'administration fiscale. Depuis la mise en oeuvre au 1er janvier 2017 de la révision des valeurs locatives des locaux professionnels, elle participe par ailleurs à la détermination des nouveaux paramètres départementaux d'évaluation (secteurs, tarifs ou coefficients de localisation).

Il revient à la Direction des Finances Publiques de désigner les commissaires, sur proposition du nouvel organe délibérant. Cette désignation doit être réalisée obligatoirement dans les 2 mois suivant le renouvellement général de l'organe délibérant à partir d'une liste de contribuables proposée par délibération du conseil municipal.

Conditions à remplir par les personnes proposées pour être commissaires :

- être âgés de 18 ans au moins ;
- être de nationalité française ou ressortissant d'un État membre de l'Union européenne ;
- jouir de leurs droits civils ;
- être inscrits aux rôles des impositions directes locales dans la commune (taxe foncière, taxe d'habitation ou cotisation foncière des entreprises) ;
- être familiarisés avec les circonstances locales ;
- posséder des connaissances suffisantes pour l'exécution des travaux confiés à la commission.

De ce fait, M. le Maire sollicite le conseil municipal pour proposer à la Direction des Finances Publiques une liste de 24 contribuables remplissant les conditions nécessaires pour siéger dans la CCID. Les 12 membres de la commission seront ensuite choisis dans cette liste par la Direction des Finances Publiques.

DELIBERATION N° DE-20200529-01 *Ouï cet exposé et après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité des membres présents,*

- **PROPOSE à la Direction des Finances Publiques, la liste de contribuables suivante afin de désigner les membres de la Commission Communale des Impôts Directs de Juré :**

Proposition de 12 titulaires :

Madame CORNU/MURIEL
Madame HUMBERT/MONIQUE
Madame MONNIER/MARINETTE
Madame SIMON/ANNIE
Monsieur DEBRAY/JEAN-MICHEL
Monsieur DEJOB/VINCENT
Monsieur DULAC/RENE
Monsieur DURAND/JEAN-FRANCOIS
Madame DEGOUTTE/EMILIE
Monsieur GIRAUDET RAPHAEL
Monsieur POMMEUR/RICHARD
Monsieur SOUCHON/BERNARD

Proposition de 12 suppléants :

Madame FOURNIT/CHRISTELLE
Monsieur ANKRY/CLAUDE
Monsieur BLANC/FRANCK
Monsieur CICHON-ESPINASSE/ROBERT
Monsieur COUAVAOUX/CEDRIC
Monsieur DUFOUR/OLIVIER
Monsieur FAURON/RAYMOND
Monsieur GEORGES/ WILLIAM
Monsieur MONTROBERT/GUY
Monsieur PENJON/MARCEL
Monsieur TRAVARD/DAMIEN
Monsieur TRAVARD/MARCELLIN

Constitution d'une commission communale "Communication - Tourisme - Relation avec les associations"

Monsieur le Maire sollicite le conseil municipal pour la création d'une commission "Communication - Tourisme - Relation avec les associations" chargée de mettre en place une stratégie de communication communale avec les administrés, les acteurs de l'économie locale, du tourisme et les associations. Il précise qu'il en sera président de droit.

DELIBERATION N° DE-20200529-02 *Ouï cet exposé et après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité des membres présents,*

- **DECIDE de constituer une commission "Communication - Tourisme - Relation avec les associations" ;**
- **DECIDE de nommer comme membres de cette commission :**
 - * **Romain CHABRE**
 - * **William GEORGES**

Désignation des délégués au sein du Syndicat d'Initiative du Pays d'Urfé (SI)

M. le Maire invite le conseil municipal à désigner les délégués qui représenteront la commune au sein du Syndicat d'Initiative du Pays d'Urfé (SI), syndicat chargé de l'accueil et de l'information des touristes, de la promotion et de l'animation touristique sur le territoire.

DELIBERATION N° DE-20200529-03 *Ouï cet exposé et après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité des membres présents,*

- **DESIGNE comme délégués au Syndicat d'Initiative du Pays d'Urfé :**
 - * **M. Romain CHABRE, délégué titulaire,**
 - * **M. Franck BLANC, délégué suppléant.**

Désignation des délégués au sein de la commission "Ordures Ménagères" de la Communauté de Communes du Pays d'Urfé

M. le Maire invite le conseil municipal à désigner les délégués qui représenteront la commune au sein de la commission "Ordures Ménagères" de la Communauté de Communes du Pays d'Urfé. Cette commission a la charge du suivi du service intercommunal de ramassage des Ordures Ménagères avec notamment chaque année, la mise à jour du listing des redevables.

DELIBERATION N° DE-20200529-04 *Ouï cet exposé et après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité des membres présents,*

- **DESIGNE comme délégués au sein de la commission "Ordures Ménagères" de la Communauté de Communes du Pays d'Urfé :**
 - * **Delphine AGRAPART, déléguée titulaire,**
 - * **Chantal PALLANCHE, déléguée suppléante.**

➤ **Création d'une prime exceptionnelle pour les agents mobilisés pendant l'état d'urgence sanitaire déclaré pour faire face à l'épidémie de Covid-19**

Le Conseil, sur rapport de Monsieur le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment ses articles 87,88, 111 et 136,

Vu la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19,

Vu la loi n° 2020-473 du 25 avril 2020 de finances rectificative pour 2020, en son article 11,

Vu le décret n°2020-570 du 14 mai 2020 relatif au versement d'une prime exceptionnelle à certains agents civils et militaires de la fonction publique de l'Etat et de la fonction publique territoriale soumis à des sujétions exceptionnelles pour assurer la continuité des services publics dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire déclaré pour faire face à l'épidémie de covid-19,

Considérant que, conformément au décret susvisé, une prime exceptionnelle peut être mise en place dans la fonction publique territoriale en faveur des agents pour lesquels l'exercice des fonctions a, en raison des sujétions exceptionnelles auxquelles ils ont été soumis pour assurer la continuité du fonctionnement des services, conduit à un surcroît significatif de travail, en présentiel ou en télétravail ou assimilé,

Considérant que la présente délibération a pour objet de mettre en place cette prime exceptionnelle et de définir les critères d'attribution au sein de la commune de Juré,

DELIBERATION N° DE-20200529-05 *Ouï cet exposé et après en avoir délibéré, l'Assemblée délibérante décide :*

- **D'instaurer une prime exceptionnelle en faveur des agents particulièrement mobilisés pendant l'état d'urgence sanitaire, selon les modalités définies ci-dessous.**

Cette prime sera attribuée aux agents ayant été confrontés à un surcroît significatif de travail, en présentiel ou en télétravail, pendant l'état d'urgence sanitaire, soit du 24 mars au 10 juillet 2020 :

<i>Service concerné</i>	<i>Montant maximum plafond</i>
<i>Administratif et Technique</i>	<i>900 €</i>

Elle sera versée en une fois, sur la paie du mois de juin 2020. Elle est exonérée d'impôt sur le revenu et de cotisations et contributions sociales.

- **D'autoriser le Maire à fixer par arrêté individuel le montant perçu par chaque agent au titre de cette prime exceptionnelle dans le respect des principes définis ci-dessus.**
- **De prévoir et d'inscrire au budget les crédits nécessaires au versement de ce régime indemnitaire.**

➤ **Autorisation préalable et permanente de poursuites donnée au Receveur Municipal**

Le Maire informe le Conseil Municipal que Madame Ghislaine DIAS, Trésorière à ST GERMAIN LAVAL sollicite l'autorisation générale et permanente de poursuites pour le recouvrement des créances pour la Commune de Juré.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles R 1617-4, L 1615-5 et R 2342-4,

Vu le décret n° 2009-125 du 3 février 2009 relatif à l'autorisation préalable des poursuites pour le recouvrement des produits locaux,

Vu la nécessité pour la collectivité de délivrer une telle autorisation permettant au comptable de poursuivre les redevables pour obtenir le recouvrement de créances locales,

DELIBERATION N° DE-20200529-06 *Ouï cet exposé et après en avoir délibéré, le Conseil à l'unanimité des membres présents,*

- ***DECIDE de donner à Madame Ghislaine DIAS, Trésorière, une autorisation permanente de poursuites pour la mise en œuvre d'oppositions à tiers détenteur et de saisies. Cette décision est valable durant la durée du mandat actuel du Maire.***

➤ **Création d'un emploi en Contrat de Projet**

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement,

Il appartient donc au Conseil municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services,

Considérant le tableau des emplois adopté par le conseil municipal,

Considérant que les fonctionnaires territoriaux ont vocation à occuper les emplois de la Fonction Publique Territoriale,

Considérant néanmoins l'article 3-II de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, les collectivités et établissements publics peuvent également, pour mener à bien un projet ou une opération identifiée, recruter un agent par un contrat à durée déterminée dont l'échéance est la réalisation du projet ou de l'opération.

Le contrat est conclu pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans. Il peut être renouvelé pour mener à bien le projet ou l'opération, dans la limite d'une durée totale de six ans.

Considérant la nécessité de créer 1 emploi contractuel d'adjoint administratif principal de 2ème classe à temps non complet afin d'assurer le bon fonctionnement du service administratif.

Le Maire propose à l'assemblée,

La création d'1 emploi non permanent d'adjoint administratif principal de 2ème classe, relevant de la catégorie C, à temps non complet à raison de 7hrs Hebdomadaires pour assurer les missions suivantes :

- Mise en conformité aux règles de protection des données,
- Mise à jour de l'archivage,
- Mise en place d'un service de communication.

Cet emploi sera pourvu par un agent contractuel conformément aux dispositions de l'article 3-II°.

Dans ce cas, l'agent contractuel sera recruté sur un contrat.

- **Un niveau d'étude équivalent à BAC + 2 sera requis et une expérience professionnelle similaire serait souhaitée.**

- **L'agent sera rémunéré sur l'échelle afférente de la grille indiciaire de la fonction publique territoriale.**

Le tableau des emplois est ainsi modifié à compter du 1er juin 2020,

Filière : Administrative,

Emploi : Secrétaire de mairie

-ancien effectif 2

- nouvel effectif 3

DELIBERATION N° DE-20200529-07 Le Conseil municipal, après en avoir délibéré :

DECIDE : d'adopter la modification du tableau des emplois ainsi proposée.

Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés dans les emplois seront inscrits au budget, chapitre 64, article 6413.

➤ **Délégations consenties au Maire par le Conseil Municipal**

Monsieur le Maire expose que les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales (article L 2122-22) permettent au conseil municipal de déléguer au maire un certain nombre de ses compétences.

Il dresse la liste des compétences concernées (29 délégations possibles).

Ces délégations permettent de simplifier la gestion des affaires de la commune, tout en fournissant un gain de temps. Ainsi, les compétences déléguées écartent l'intervention obligatoire et répétée du conseil municipal.

Le conseil municipal peut déléguer la totalité des attributions prévues à l'article L 2122-22, ou limiter ses délégations à certaines d'entre elles seulement.

Comme il s'agit de pouvoirs délégués, le maire doit, selon l'article L 2122-23 du CGCT, rendre compte des décisions qu'il a prises dans le cadre de ces délégations à chacune des réunions obligatoires du conseil municipal.

DELIBERATION N° DE-20200529-08 *Ouï cet exposé et après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité des membres présents,*

- ***DECIDE de confier, pour la durée du présent mandat, à Monsieur le Maire les délégations suivantes :***

1° D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux et de procéder à tous les actes de délimitation des propriétés communales ;

4° De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

5° De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

6° De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;

7° De créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;

8° De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;

9° D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;

10° De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;

11° De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;

14° De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;

17° De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite fixée par le conseil municipal à 10 000 € par sinistre ;

18° De donner, en application de l'article L. 324-1 du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;

20° De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par le conseil municipal de 10 000 € par année civile ;

24° D'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;

25° D'exercer, au nom de la commune, le droit d'expropriation pour cause d'utilité publique prévu au troisième alinéa de l'article L. 151-37 du code rural et de la pêche maritime en vue de l'exécution des travaux nécessaires à la constitution d'aires intermédiaires de stockage de bois dans les zones de montagne ;

26° De demander à tout organisme financeur, l'attribution de subventions dans la limite fixée par le conseil municipal à un montant de subvention de 10 000 € ;

29° D'ouvrir et d'organiser la participation du public par voie électronique prévue au I de l'article L 123-19 du code de l'environnement.

- **CHARGE Monsieur le Maire de rendre compte au conseil municipal des décisions prises dans le cadre de ses délégations.**

➤ Avenir du Camping Municipal : ouverture 2020

Il est demandé au Conseil son avis pour prendre des décisions quant à l'avenir du Camping municipal du Lavoir. En effet, les règles d'accessibilité prévoient l'obligation de mise en conformité du bloc sanitaire pour un montant estimatif de 30 000€ avant fin 2021. Dans la mesure où cet équipement n'est pas vraiment rentable (excepté pour l'accueil de groupes de scouts ou d'étudiants) puisqu'il ne génère qu'environ 3 000€ de revenus par an et que les coûts fixes et variables ne permettent pas de dégager un solde bénéficiaire pour la Commune, il conviendrait de se positionner clairement sur le maintien ou non de cet équipement touristique. Il est donc demandé au Conseil d'analyser précisément la situation et de prendre une décision applicable dès 2021. Pour la saison 2020, suite aux récentes annonces gouvernementales le camping pourra ouvrir le 2 juin 2020, sauf refus du Conseil municipal. Une attention sera portée pour imposer et contrôler la distanciation physique et des rappels des risques sanitaires seront apposés en divers points de l'équipement. **Accord du C.M. pour ouverture le mercredi 3 juin pour laisser le temps au service technique de mettre en route les équipements du camping le mardi 2 juin.**

➤ Présentation de l'avant projet du budget 2020

Le Maire souhaite présenter le projet de budget sur lequel la commune a travaillé avant les élections et l'urgence sanitaire qui a suivi. Ces documents ont été adressés par mail à tous les Conseillers afin qu'il en prenne connaissance et puissent poser toutes les questions qu'ils souhaitent. Il avait fait l'objet d'une présentation à l'ancien Conseil qui n'avait pas fait de commentaire. Il faut simplement noter qu'un certain nombre de comptes devront être ajustés suite à divers événements et décisions récentes.

En dépenses de fonctionnement

- Electricité : en hausse d'environ 1 000€ suite à une régularisation non prévue d'un compteur.
- Petits équipements : En hausse suite à l'acquisition de matériels de protection.
- Fêtes et Cérémonies : Eventuelle baisse suite à l'éventuelle suppression de certaines manifestations
- Rémunération du personnel : à adapter suite éventuelle prime Covid et répartition à adapter suite titularisation de CG.
- Indemnités Maire et Adjointes : en hausse, suite décision du Conseil du 23/5/20

En recettes de fonctionnement

- Revenus immeubles : baisse sensible suite nombreuses annulations de réservation de la salle des fêtes et de la salle associative.

➤ Formation à la Prévention-Sécurité U.D. des Sapeurs-Pompiers 42

La Commune de Saint-Marcel-d'Urfé a organisé une session de formation à la prévention et sécurité proposé par Union Départementales des Sapeurs-Pompiers de la Loire. Dans la mesure où la commune de Saint-Marcel n'arrivait pas à

trouver suffisamment d'inscrits pour organiser cette journée de formation, il a été demandé à notre Commune de les aider en trouvant une personne intéressée par cette formation, ce qui fut fait. Cependant, cette décision doit être prise par délibération pour permettre le paiement d'une indemnité à verser à l'association UDSP42.

Le bénéficiaire de la formation, à sa demande, propose de prendre en charge lui-même le coût de cette formation.

Le Conseil municipale le remercie chaleureusement

➤ **Questions diverses et Interventions**

Commune de Pommiers : dans le cadre d'une procédure que la majorité des communes de la Loire a jugé anormale, il est rappelé que la Commune de Pommiers était face à des personnes réclamant des indemnités financières absolument inacceptables devant le tribunal des prud'hommes. Les coûts faramineux demandés dépassaient les possibilités financières de la commune de Pommiers aussi le Maire de Pommiers avait fait appel à l'aide aux communes du département. Juré avait versé un montant de 1€/habitant (250€) pour aider cette commune. Lecture est faite du courrier de remerciements.

La Poste : ouverture de l'Agence Postale cet été. Il sera répondu à la CDPPT que l'Agence Postale Communale sera ouverte normalement pendant les mois d'été.

Jurés d'Assises : tirage au sort des Communes le 3 juin à 15:00 et tirages au sort des jurés le mercredi 10 juin à 15:00 Mairie de Renaison. Le Premier Adjoint sera présent à Renaison au moins à la première réunion.

Biens des sections : Les cantonniers interviennent avec l'accord du maire sur une petite parcelle appartenant à la section Village des Combes qui était entretenu jusqu'à présent par une personne âgée qui ne peut plus s'en occuper. Un autre habitant des Combes entretenait également une parcelle de cette section et cette personne a demandé à ce que la Commune prenne en charge cet entretien d'une parcelle beaucoup plus grande (3600m²). La commission voirie va contacter le demandeur et fera part de sa position sur ce sujet en rappelant qu'historiquement les parcelles appartenant aux sections de « village » étaient entretenues par les habitants de ce « village ».

Distribution des masques : lors de l'urgence sanitaire nationale, la Mairie avait passé un certain nombre de commande de matériels de protection. La Commune :

- a distribué un premier masque tissus à tous les habitants fin mars (nous avons été la première commune de la Loire à avoir fourni un masque grand public, pas très beau mais filtrant à 98%)
- a distribué deux masques grand public à tous les habitants quelques jours avant le déconfinement.
- A encore suffisamment de masques pour pouvoir distribuer 5 masques à usage unique + un masque réutilisable de la Région Auvergne-Rhône-Alpes. La distribution sera faite par les Conseillers municipaux la première semaine de juin.

Le Maire fait remarquer que la Région a été la première (et peut-être la seule) à agir en fournissant un masque à tous les habitants. Le Maire remerciera Sophie Rotkopf la Conseillère régionale en charge de notre Commune pour cette action de proximité.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 10h25.

Ont signé les membres présents,

Patrice ESPINASSE

Gérard PEREZ

Franck BLANC

Marie Ange FOLLIOU

Françoise SAPIN

Chantal PALLANCHE

Romain CHABRE

Delphine AGRAPART

Olivier DUFOUR

Jean-Sébastien COHAS

William GEORGES